

Les Vecteurs de changement des écosystèmes marins européens et leurs impacts environnementaux et socio-économiques

Le projet VECTORS cherche à développer une compréhension intégrée et multidisciplinaire basée sur la recherche des changements mis en œuvre dans notre environnement marin, leurs mécanismes et leurs impacts écologiques. VECTORS cherche à examiner comment ces changements affectent l'ensemble des biens et des services fournis par les océans, les impacts socio-économiques qui s'ensuivent et de passer en revue certaines mesures qui pourraient être élaborées afin de réduire ces impacts ou de s'adapter aux changements.

Les résultats issus des travaux menés dans le cadre du projet VECTORS contribueront à l'accroissement des informations et des connaissances nécessaires pour guider la mise en œuvre et le développement des stratégies à venir sur les politiques, les conventions des mers régionales, et des règlements tels que :

- La convention internationale de l'OMI pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et des sédiments des navires
- La politique maritime de l'UE
- La directive-cadre Stratégie pour le milieu

Un atelier VECTORS « Acteurs du secteur maritime » a eu lieu le 5 février 2014 (Europe House, Londres, Royaume-Uni). Les participants, représentant 26 organisations originaires de plus de 13 Etats membres de l'Union européenne, composaient un large éventail d'acteurs allant de la mer du Nord à la mer Baltique et la Méditerranée occidentale. En dehors des exposés introductifs par les membres du projet VECTORS, l'événement était structuré de façon à faciliter les échanges et la discussion avec les acteurs afin de mieux comprendre leurs problématiques et être à l'écoute de leur ressenti sur la façon dont la politique et la gouvernance peuvent contribuer à la gestion de l'environnement marin. Ces retours d'expérience sont ensuite utilisés par VECTORS pour améliorer notre compréhension de la gouvernance marine. Enfin, s'appuyant sur ces retours d'expérience, l'atelier a permis de proposer des exemples de meilleures pratiques qui pourront influencer les décisions concernant les futures politiques et l'évaluation des risques basées sur l'analyse de scénarios.

Un document d'information proposant une liste de sujets de discussion avait été transmis préalablement aux participants. L'atelier était composé de deux sessions et un résumé de chacune de ces sessions est présenté dans ce document. Les présentations plénières sont par ailleurs disponibles en ligne (www.marine-vectors.eu).



Le professeur Mike Elliott (responsable de WP) souhaite la bienvenue aux participants et présente l'atelier



La docteure Mélanie Austen (coordinatrice du projet) présente le projet VECTORS.

Cadres de gouvernance actuels et meilleures pratiques : discussion 1

La session a été divisée en deux parties. Le résultat de la première discussion est une vue d'ensemble des cadres de gouvernance actuels (sous la forme de « schémas système » [horrendograms]). Les retours récoltés font émerger les questions suivantes : Certains outils / législations font-ils défaut ? Les liens entre les articles ont-ils été interprétés correctement ? Y a-t-il des articles qui manquent ? Les différents régimes sont-ils cohérents ?

Questions clés abordées par les acteurs :

- » Le « schéma système » illustre la nature complexe de la législation maritime en vigueur actuellement. Les acteurs sont d'accord sur le fait que le schéma présenté couvrait tous les aspects importants de la législation.
- » Etablir un schéma similaire pour chaque Etat membre permettrait d'illustrer la façon dont la législation se décline au niveau national et sous-national, et rendrait possible des études comparatives et l'identification des écarts.
- » Plusieurs acteurs ont souligné l'importance d'une coordination transnationale et transfrontalière, activité qui pourrait être assurée par des « ambassadeurs » marins/maritimes.
- » Il a été jugé important de réaliser une évaluation des activités qui ne sont pas encore protégées afin de déterminer leurs importances relatives et d'adapter la législation.
- » La stratégie « Croissance bleue » (ex. aquaculture offshore à grande échelle, exploitation minière des fonds marins, biotechnologie bleue), un secteur actuellement en plein essor, reste encore peu réglementé. Par ailleurs, les écosystèmes au sein desquels ces activités prennent place n'ont pas fait l'objet d'études détaillées.
- » Etablir un lien entre la Planification de l'Espace Maritime, la Gestion intégrée des zones côtières et l'Evaluation environnementale stratégique peut constituer un outil efficace pour intégrer la gouvernance dans tous les secteurs.



Cadres de gouvernance actuels et meilleures pratiques : discussion 2

La seconde partie de la session avait pour objectif d'évoquer les principaux obstacles à une gestion marine intégrée, d'identifier les rôles des acteurs et des exemples de bonnes pratiques.

Les principaux sujets abordés sont les suivants:

- » Malgré le tournant vers une approche écosystémique de la gestion marine, les données sur l'environnement marin sont encore collectées secteur par secteur et il n'existe pas de « guichet unique » pour les consulter.
- » Même si bon nombre d'agences, d'acteurs et d'administrations sont impliqués dans la gestion marine, chacun connaît bien son propre domaine d'activité mais n'a pas le temps ni la capacité de s'intéresser aux autres domaines et secteurs.
- » La fatigue potentielle des acteurs nous rappelle qu'il faut choisir avec soin où, quand et comment ces derniers sont intégrés au processus de gestion du milieu marin.
- » Il y a un manque de ressources pour intégrer pleinement les acteurs dans le processus de gestion : en général les seules personnes qui sont payées pour participer aux réunions avec les acteurs sont les organisateurs des réunions.
- » Le point d'entrée temporel des acteurs dans le processus est une étape clé permettant aux gestionnaires de faire une « vérification de bon sens » [sense check], même si les choses sont souvent dictées par la tradition politique.
- » Le type de communication privilégié par les acteurs a également été un sujet de préoccupation – certains affectionnent les tables rondes tandis que d'autres privilégient d'autres moyens de communication.
- » Les questions d'échelle sont importantes. A titre d'exemple, il apparaît plus facile d'impliquer les acteurs aux projets liés au développement des parcs éoliens sur le Dogger Bank que dans la gestion de la mer du Nord dans son ensemble.
- » La coopération transfrontalière représente une étape importante du processus, même si on constate dans les faits que le temps disponible pour une telle coordination transnationale manque souvent.
- » Les directives DCSMM et PEM semblent montrer la voie pour une coopération transfrontalière. Puisque les états membres ont l'obligation de travailler au niveau des mers régionales, pour cela la coopération transfrontalière nécessite d'être renforcée.
- » Évaluer les risques réels et perçus est l'une des tâches les plus ardues: il est souvent difficile de distinguer les conflits réels des conflits perçus.
- » Il est important de comprendre l'élaboration et la mise en œuvre du cadre juridique. Par exemple, aux Pays-Bas certains secteurs peuvent aisément s'opposer au gouvernement alors que cela n'est pas le cas dans d'autres états membres.
- » Les opportunités d'enrichissement mutuel sont toujours présentes et un certain nombre d'exemples de bonnes pratiques ont été mises en évidence, notamment l'éco-gestion locale de la pêche artisanale en Catalogne, la gestion des déchets marins aux Pays-Bas et le processus « bottom-up » utilisé dans la gestion du dossier Dogger Bank.

La future gouvernance, l'évaluation des risques et scénarios

Cette session a été consacrée aux questions suivantes : priorités dans la lutte contre les dangers et les risques présents et à venir; bénéfices de l'évaluation des risques, les méthodologies de scénarios et enfin la validité et les répercussions des scénarios présentés.

- » Evaluation de l'ampleur des risques actuels et futurs (ex. transport maritime, déchets marins, espèces invasives, acidification des océans, changement climatique, exploitation pétrolière et gazière, bruit et « Croissance bleue ») qui pourraient avoir un impact non-négligeable sur les sociétés humaines.
- » Il a été admis qu'il est possible de contrôler les causes et de gérer les effets des pressions endogènes au système telles que l'exploration pétrolière. En revanche, cela s'avère plus difficile pour les pressions exogènes au système telles que le changement climatique. Pour ces dernières, il est plus difficile car seulement les conséquences peuvent être gérées et non pas les causes (ex. les mers régionales).
- » L'évaluation des risques nous permet d'intégrer le principe de précaution et de prendre en compte les éventuelles conséquences non planifiées, par exemple, en ce qui concerne les espèces pour lesquelles il y a qu'une quantité limitée de données.
- » En ce qui concerne la gestion des mers régionales, on constate un déficit d'objectifs réalistes, bien définis et faisant consensus entre les secteurs, les agences, les pays, etc.
- » Un ensemble de priorités sur les futurs dangers et risques maritimes fait défaut – si ces priorités étaient clairement identifiées, le cadre réglementaire pourrait être structuré de manière à apporter des réponses appropriées. Au Royaume-Uni par exemple, les ébauches de projets de la planification maritime de la côte est ont été rendus publics. Malgré la prise en compte de l'ensemble des secteurs, ils ne sont pas priorisés. Pourtant, la planification maritime est perçue comme une opportunité
- » Pour un certain nombre de raisons, dresser une liste des dangers et des risques maritimes prioritaires n'est pas chose facile. Par exemple, les sociétés riches se concentrent sur les problèmes à long terme et les sociétés moins riches se concentrent sur des questions à court terme. Par conséquent il s'avère donc plus difficile d'évaluer les risques et de prendre les bonnes décisions sur le long terme que sur le court terme.
- » Les scénarios peuvent être utilisés pour « tester » la robustesse et la durabilité des actions politiques. Ils peuvent être un excellent outil pour forcer les décideurs à prévoir et modéliser les changements sociétaux. Il faut avoir conscience des extrêmes pour oser penser l'impensable et ainsi ne pas tomber dans l'autosuffisance.
- » VECTORS propose des scénarios adaptés à la politique, à la gouvernance et à la gestion marines. Comme l'avenir est incertain, l'ensemble des quatre scénarios est nécessaire à l'analyse. Cependant, à l'heure actuelle, ces scénarios sont basés sur la croissance – et non la décroissance – des populations et de l'économie.
- » L'enjeu majeur est la communication des résultats de la recherche sur les scénarios auprès des acteurs. Toutefois, certains scénarios peuvent présenter des aspects politiquement sensibles et nécessiteront d'être maniés avec précaution